

L'EUROPE ABSENTE D'ELLE-MÊME : Identité et altérité dans la conscience européenne contemporaine

■ JEAN-THOMAS LESUEUR ■

Le surgissement du thème de l'identité nationale dans le débat présidentiel français du printemps 2007 a suscité bien des passions, bien des étonnements, bien des incompréhensions... Il était pourtant sinon prévisible du moins déductible de l'état social et politique d'une France en quête de sens, en quête de règles, en quête de liens, en quête de *nous* (1). Outre ses implications en matière d'emploi, de pouvoir d'achat, de logement, d'insertion des jeunes ou de formation, le malaise social, diagnostiqué depuis longtemps dans de larges pans de la société française, ne pouvait pas ne pas produire à un moment où à un autre sa « réplique politique » dans la vie de la nation. Les premiers avertissements dataient déjà quelque peu : la mauvaise plaisanterie du 21 avril 2002 (qui signait le ras-le-bol à l'égard de tout ce qui de près ou de loin était assimilé au « système »), le référendum raté de mai 2005 (qui disait non à l'Europe), et les émeutes urbaines de novembre de la même année (signes d'une véritable blessure intérieure) pouvaient être analysés comme les craquements d'un modèle politique, y compris identitaire, à bout de souffle. Le débat

À QUOI BON L'EUROPE ?

L'Europe absente d'elle-même :
Identité et altérité dans la
conscience européenne contemporaine

présidentiel, sommet de la vie politique nationale, offrait l'occasion d'une grande explication. Voilà qui fut logique, et sans doute souhaitable.

Sans céder à la tentation bien française de ne voir dans l'Europe qu'une France en plus grand, ne pourrait-on considérer que l'Union européenne, au point d'illisibilité et d'impuissance où elle est arrivée, gagnerait elle aussi à s'interroger sur son identité, sur ses identités ? Et si en effet les crises et les pataugements qui font le quotidien de l'objet politique non identifié qu'est devenue l'Union européenne avaient à voir avec son grand renoncement à *être* ? Et si les fondements de son projet, les principales doctrines qui le justifient, la lourde machinerie déployée pour le faire fonctionner, n'avaient comme motif principal – dans le rejet d'un passé coupable qu'il s'agirait de racheter – la peur essentielle d'exister, de s'affirmer, de se définir, de se borner, de dire *nous* ? Comme si, devant la lente prise de conscience de ces trente dernières années, de Kundera à Ben Laden, de la « fragilité de l'Occident », le réflexe des Européens avait été de s'oublier et, en s'oubliant, d'oublier le monde... Le pelotonnement et l'amnésie. Car, en s'effaçant, n'est-ce pas le monde – le monde, l'histoire et la figure de l'Autre – que les Européens ont cherché à gommer ? En se refusant un *nous*, les Européens n'ont-ils pas privé les non-Européens – Moyen-Orientaux, Africains, Asiatiques, par exemple – d'un *vous* ? En ne leur offrant qu'un visage sans traits, ne les ont-ils pas privés d'un interlocuteur qu'*eux* auraient peut-être souhaité avoir ? N'a-t-elle pas commis la plus grande faute contre l'esprit – le sien – en fermant sa porte sur elle-même et sur le monde ?

Pour tenter de répondre à ces questions et de livrer quelques éléments plaidant en faveur d'une sortie de cet état d'absence au monde et à elle-même où se trouve l'Europe, nous tâcherons de rappeler la genèse de cet oubli de soi dans la célébration et la consommation de « cinquante ans de paix sur le continent » ; puis de montrer comment, depuis le tournant des années quatre-vingt-dix, l'Europe a travaillé avec constance à se refuser à elle-même et au monde une identité et un visage ; enfin de montrer que la revalorisation de l'identité européenne, en permettant la revalorisation de la figure de l'Autre, nous paraîtrait le meilleur moyen de faire sortir l'Union européenne du non-lieu de l'histoire

À QUOI BON L'EUROPE ?

L'Europe absente d'elle-même :
Identité et altérité dans la
conscience européenne contemporaine

où elle s'est jetée, et de formuler une réponse aux défis politiques et civilisationnels qui se présentent d'ores et déjà à elle, qu'elle le veuille ou non.

La paix, "principal facteur" de l'oubli de soi européen

Pour nous, Français, la célébration du cinquantenaire du traité de Rome, au mois de mars 2007, a coïncidé avec le fiévreux débat présidentiel sur l'identité nationale... Curieuse rencontre, qui mit mal à l'aise plus d'un Européen, entre deux thèmes presque antinomiques : la célébration de la pacification du continent et de la mise en commun de ressources entre d'anciens ennemis d'une part et la revalorisation – parfois caricaturale – de la fierté nationale et républicaine d'autre part. Curieuse rencontre et, pourrait-on dire, curieux carambolage mettant en avant une seule et même question : celle de l'identité. C'est que ce qui était au cœur de la stratégie de candidats ayant parfaitement mesuré la soif de repères et de symboles d'un peuple en quête de communion est précisément ce contre quoi le projet européen a été bâti. Célébration identitaire, retour de la communauté sur elle-même, contre projet post-national, a-identitaire.

L'idée de la paix, l'acquis de la paix, tient une place éminente dans le dispositif argumentaire et justificatif de la construction européenne. Cela est net, indiscutable : l'Europe a vécu en paix de 1945 à 1990 – l'une de ses moitiés derrière le rideau de fer néanmoins... Projet kantien, dans la droite ligne de la *Pax summum bonum* de Cicéron, l'intégration européenne a eu et conserve sans conteste un effet pacificateur : il n'est qu'à voir l'effet d'aimantation qu'elle produit sur les pays de l'ancienne Yougoslavie. Et, au moyen d'outils conceptuels comme la « méthode des petits pas », la « méthode de l'engrenage », les « objectifs consensuels » ou les « ambiguïtés constructives », la construction européenne s'est essentiellement faite par arasement des différends et fusion des différences. L'édification de l'Europe par la préservation de la paix s'est naturellement faite par le rejet de ce qui l'avait plongé dans

À QUOI BON L'EUROPE ?

L'Europe absente d'elle-même :
Identité et altérité dans la
conscience européenne contemporaine

les malheurs de la guerre : les nations, le nationalisme. De là, il est aisé de déduire, à l'exemple de l'historien Pierre Nora dans un entretien paru en plein débat présidentiel français, que la paix constitue le « principal facteur » de la crise d'identité qu'ont connu et que connaissent les pays européens et l'Europe elle-même (2). C'est en effet bien logiquement que les États-nations européens, pris dans un processus de dépassement d'eux-mêmes par leur effacement, ont vu, en même temps que leur souveraineté se réduire, l'identité qui les établissait – ou l'idée qu'ils s'en faisaient – se brouiller. En cherchant à se fonder sur l'oubli ou à tout le moins sur la neutralisation des éléments qui la constituait, l'Europe a sans doute cherché une parade légitime au retour des armes sur le Vieux Continent.

Pour autant, suivant cette fois Marcel Gauchet, il serait abusif – hypocrite ou naïf, c'est selon... – de croire que cet idéal de paix suffit à expliquer et à justifier la genèse du processus d'intégration européenne : « Quelle a été au départ la légitimité de la construction européenne ? Pas simplement de faire la paix, mais de nous protéger contre l'Union soviétique » (3). La fée noire de la guerre froide n'était pas la moindre de celles qui se penchèrent sur le berceau de l'Europe intégrée naissante. Il y avait un rival, la figure de l'Autre rôdait alentour : processus classique qui fait de l'autre – ennemi, adversaire ou concurrent – le principal artisan de la fabrique de l'identité. Plan Marshall, Ceca, Euratom : les raisons qui présidèrent à la mise en œuvre de ces grands projets supranationaux eurent-elles seulement à voir avec l'idée irénique ? Il est permis de douter. La division du continent, le joug totalitaire pressant une large partie de ses peuples, la course aux armements, la menace nucléaire ne pesèrent pas peu dans le processus. Tant qu'il y eut un risque, il y eut un moteur. Tant qu'il y a un rival, l'identité « est une chose qui va de soi » (4).

On peut donc s'interroger sur les conséquences de l'effondrement du rideau de fer en matière d'identité, de conscience de soi, de périmètre et de contenu du projet politique de ce qui était encore la Communauté économique européenne. Il y a en effet concomitance entre le retour de l'« Occident kidnappé » au sein de la maison commune et la forte accélération du processus d'intégration observée pendant la décennie 1990, entre le retour à la sou-

À QUOI BON L'EUROPE ?

L'Europe absente d'elle-même :
Identité et altérité dans la
conscience européenne contemporaine

veraineté de nations libres et le renforcement de l'Europe communautaire, mais aussi entre le triomphe de la paix sur le continent réconcilié et le début du drame yougoslave. La main tendue aux frères de l'Est était celle d'une Europe dont le visage perdait ses traits. La décennie 1990 serait celle à partir de laquelle l'identité européenne n'irait plus de soi.

Une Europe qui se refuse à elle-même

La décennie 1990 sera aussi celle du triomphe de l'« Europe machine ». De 1992 à 2005, du vote du traité de Maastricht à l'échec du traité constitutionnel, le renforcement du processus d'intégration vers une Europe plus politique aura produit une politique européenne toujours plus abstraite. Ni État-nation ni empire, création *sui generis*, née de la volonté, de l'union, de la concorde d'acteurs historiques qui lui préexistent, l'Europe, à l'inverse de ceux-ci, « doit en permanence justifier son existence » (5). Pour ce faire, elle déploie ses doctrines et fonde sa légitimité sur des finalités indéfinies, en construction, jamais atteintes. Ainsi de son identité. Se refusant à partir de l'existant – des peuples, des nations, des cultures : le capharnaüm de l'histoire ! –, elle jette dans les brumes de l'avenir les racines d'une identité à inventer : « Le temps est venu, écrivait Habermas en 2004, que les élites politiques définissent les conditions dans lesquelles la question controversée de la finalité de la construction européenne pourra tout simplement être débattue par les citoyens eux-mêmes comme un thème constitutif de leur identité politique européenne, ouvrant sur des perspectives d'avenir » (6). C'est postposer les causes aux conséquences, l'action aux résultats, la racine aux fruits. Non pas que nous plaitions ici en faveur d'une vision absolutisée ou figée des identités. Claude Lévi-Strauss dit avec justesse qu'il n'existe pas « d'identité substantielle », que chaque identité est morcellement, tentative de synthèse d'une « multitude d'éléments » (7). Quels sont ces éléments ? Nous serions tentés de répondre qu'ils sont au nombre de trois : un passé, un avenir, l'Autre. Qu'est-ce qu'une identité ? La synthèse d'un héritage, d'une dynamique et de l'expérience de l'al-

À QUOI BON L'EUROPE ?

L'Europe absente d'elle-même :
Identité et altérité dans la
conscience européenne contemporaine

térité. Un socle, un mouvement, une différence. Un point de départ, une ligne d'horizon, un visage qui n'est pas le nôtre. Un passé qui oblige, un avenir qui libère, l'Autre qui distingue. De ces trois termes, si on les accepte, on conviendra que l'Europe contemporaine en ignore deux avec constance : son passé et la figure de l'Autre.

On ne fera pas ici le procès de la repentance : il a déjà été instruit, par des intellectuels comme par des responsables politiques. L'Europe et les pays qui la composent ont « un problème » avec leur passé, leur socle. Le passé est donné, irréductible ; c'est un état de fait auquel on ne peut rien. Il faut *vivre avec* – les deux mots comptent ici. Vivre avec un héritage forcément composite, fait de lumières et d'ombres, de splendeurs et d'horreurs : ce que ne sait plus faire l'Europe, ce qu'elle ne supporte plus – en quoi, aveuglée par son rêve d'innocence, c'est elle-même au fond qu'elle ne supporte plus. Le musée de l'Europe de Bruxelles – qui ouvre ses salles en ce mois de septembre 2007 – a été incapable de concevoir et de présenter au public l'histoire européenne dans sa longue durée et dans sa complexité... si bien que ses concepteurs ont choisi de ne bâtir leur exposition qu'à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale : 1945, année zéro de l'histoire européenne (8). Choix signifiant : sortie pantelante de la deuxième tragédie du siècle, minée par sa mauvaise conscience, l'Europe décide de rejeter dans les béances de l'oubli tout ce qui, en elle, a produit ses malheurs. Épuisée, éprouvant toujours plus de « lassitude devant les grands récits », à commencer par les siens propres, elle fonde sa mémoire sélective et prudente sur la « cause de la quotidienneté » (9). Mais dans ce rejet du trop lourd passé, dans cette célébration de la génération spontanée, il y a le culte déraisonnable de la raison.

Libérée de toutes les contraintes d'hier, l'Europe veut croire qu'elle peut ainsi se fabriquer une identité de papier, une identité contractuelle essentiellement définie par des principes moraux et juridiques, par « une solidarité entre personnes n'ayant d'autre lien entre elles que juridique » (10). Ainsi sont nés la pensée constitutionnaliste européenne – elle-même répliquée du « patriotisme constitutionnel » allemand fondé sur les remords de 1945 –, et le projet de Constitution rejeté en 2005. Ce sont des peuples, des

À QUOI BON L'EUROPE ?

L'Europe absente d'elle-même :
Identité et altérité dans la
conscience européenne contemporaine

gens, des êtres concrets, définis et bornés – en un mot, identifiés –, qui l'ont rejeté : ceux-là même qu'il ignorait. Les peuples, dans leur réalité – mouvante et incertaine bien sûr, mais réalité concrète quand même, et pas seulement « construction symbolique » (11) –, étaient les grands absents de ce projet cherchant à fonder une citoyenneté européenne sur les critères de l'indistinction. Grave erreur qui oubliait avec acharnement qu'on ne fonde pas une identité sans la distinguer, qu'on ne crée rien sans singulariser, qu'on bâtit en séparant, qu'aucun sentiment de communauté n'est possible sans exclusion, que l'identité se nourrit de l'altérité, que la reconnaissance d'un *nous* européen passera par celle d'un *eux* non-européen.

Retour à soi, retour au monde

Car au fond il n'est qu'une communauté humaine qui, pour se définir, ne doit pas exclure : c'est l'humanité elle-même. Or, souhaitable ou non, une gouvernance politique mondiale – qui nécessiterait un immense mouvement d'homogénéisation préalable des sociétés, des pratiques et de mentalités humaines – n'est pas à l'ordre du jour, et l'Europe ne saurait se définir comme sa préfiguration ou sa simple expérimentation à une échelle réduite... L'heure demeure, malgré la mondialisation, ou peut-être à cause d'elle, à une humanité fragmentée, aux identités séparées – et même, sous bien des latitudes, revendiquées avec passion et excès. La « citoyenneté du monde » est un luxe de pays riches. Les identités se mêlent moins à l'échelle de la planète qu'elles ne s'entrechoquent. Il y a plus de heurts que d'harmonie à la surface du globe. L'Europe sera-t-elle le seul espace a-identitaire de la planète ? Le vide identitaire – qui prépare et modèle le vide politique – sera-t-il la réponse la plus pertinente à formuler au monde bouillonnant et fourmillant de menaces qui se dessine sous nos yeux ? Si l'Europe contemporaine semble en avoir fait sa conviction, on doutera que le reste du monde, dans sa diversité, soit prêt à la partager. On prendra même sans doute moins de risques à juger, avec Pierre Manent, du contraire : « Puisque les autres le

À QUOI BON L'EUROPE ?

L'Europe absente d'elle-même :
Identité et altérité dans la
conscience européenne contemporaine

disent, il est probable que nous existons quand même et que nous sommes quelque chose. (12) »

Que les autres nous le disent, voilà le premier point dont il faut se convaincre. Et ils le disent de deux manières : positivement et négativement. Positivement, quand des responsables africains demandent aux Européens de ne pas les mettre en état de n'avoir à choisir, dans la course qui s'est lancée sur le continent, qu'entre Chinois et Américains. Négativement, quand des groupes islamistes nous appellent « croisés » – ce qui toujours plonge l'Européen contemporain dans un abîme de perplexité... Positivement, quand les Libanais ou les Palestiniens réclament des Européens – au nom de leur intérêt certes, mais aussi des antiques relations nouées – un plus grand engagement dans la région. Négativement, quand la Russie, jouant à plein son jeu de puissance énergétique retrouvée, méprise et bouscule son interlocuteur bruxellois. Positivement, quand les États-Unis, embourbés en Irak et lentement revenus de l'ivresse qui les y a conduits, s'appuient sur certains de leurs partenaires européens pour prendre langue avec une Syrie ou un Iran incontournables sur le dossier. Négativement, quand tel secrétaire d'État pose la question humiliante : « L'Union européenne, quel numéro de téléphone ? »... Dans chaque cas, en interrogeant l'Européen sur sa capacité à *faire*, le non-Européen l'interroge sur sa capacité à être, sur sa « condition européenne » : « il lui demande son nom » (13).

Et dès lors, le « quelque chose » de Pierre Manent doit prendre forme, se singulariser et s'identifier. L'identité européenne, qui ne se satisfera jamais des critères trop simples et inopérants d'une définition ethnique, religieuse ou même strictement géographique, il faut la comprendre comme une « appropriation de ce qui lui est initialement étranger », une « identité excentrique » (14), une synthèse, une idée d'idées. Elle est à chercher dans « l'impératif culturel » dont a parlé l'Américain Allan Bloom (15). Ce que l'Europe a à offrir, ce qui la singularise, c'est sa capacité à « ordonner le monde des idées » (16). C'est elle qui a offert au monde la séparation du temporel et du spirituel, rendant ainsi possible un ordre politique propice à l'éclosion de la démocratie. C'est elle qui a su faire vivre liberté, dignité et conscience individuelles dans des corps sociaux pacifiés par le droit. C'est elle qui, industrielle, avide – pour le

À QUOI BON L'EUROPE ?

L'Europe absente d'elle-même :
Identité et altérité dans la
conscience européenne contemporaine

meilleur et pour le pire – de découvrir la nature et poussant loin la curiosité scientifique et technique, a tôt permis le développement du capitalisme et la floraison de l'économie de marché. Tout cela, qui modèle pour une large part le monde autour d'elle, appartenait-il et appartient-il à l'Europe en propre ? Non, sans aucun doute. Mais elle a fait prospérer l'héritage, en a fait les valeurs qui fondent son « vivre ensemble » et a cherché – mal ou bien... mal et bien – à les faire adopter par d'autres régions du monde, par l'Autre. On critiquera les formes historiques – conquêtes et colonisation – qu'a pu prendre ce mode de relations à l'Autre, on n'en effacera pas les traces. Cela a été européen. Cela est infiniment européen : car est européen tout ce qui, venu d'ailleurs, devenu son histoire et transformé par elle, retourne au monde.

C'est dans le retour à ce double mouvement – appropriation, extériorisation – que l'Europe contemporaine doit se réconcilier avec son identité pour *être* et poursuivre son histoire. Identité exigeante, qui pousse à la fierté autant qu'à l'humilité, autant à la conscience de sa valeur qu'à celle de son indignité : « De sa valeur face à la barbarie interne et externe dont il lui faut se rendre maîtresse ; de son indignité par rapport à ce dont elle n'est que la messagère et la servante » (17). Les sceptiques se demanderont si cela permettra la « relance de l'Europe », les inquiets si cela suffira à lui assurer la puissance. Si cela ne le permet pas ni n'y suffit, cela le présuppose. En renonçant à son identité, en renonçant à elle-même, l'Europe renoncerait au monde.

1. Nous nous permettons de renvoyer à notre article « Singularités françaises. La France, son État, son identité et l'Europe », *Géoéconomie*, n° 39, automne 2006, p. 43-53, disponible sur www.institut-thomas-more.org.

2. Pierre Nora, « Le nationalisme nous a caché la nation », *le Monde*, 18-19 mars 2007.

3. Marcel Gauchet, « la France a un vrai problème d'identité », *la Tribune*, 7 mai 2007.

4. Chantal Delsol, *la République, une question française*, PUF, 2002, p. 27.

5. Jean Pisani-Ferry, « l'Europe sert-elle encore à quelque chose ? », 19 mai 2006, disponible sur www.bruegel.org.

6. Jürgen Habermas, « *Ein Ruck muß durch Europa gehen* », *Dis Weltwoche*, n° 21, 19 mai 2004 (version française : « Européens, encore un effort... », in *Sur l'Europe*, Bayard, 2006, p. 45).

À QUOI BON L'EUROPE ?

L'Europe absente d'elle-même :
Identité et altérité dans la
conscience européenne contemporaine

7. Claude Lévi-Strauss, *l'Identité*, Grasset, 1977 (nouvelle édition, PUF, 2007, p. 11).
8. Voir notamment « le Musée de l'Europe esquivé le casse-tête des frontières et de l'histoire », *le Figaro*, 22 février 2007.
9. Chantal Delsol, *op. cit.*, p. 140-141.
10. Jürgen Habermas, *op. cit.*, p. 38.
11. Jürgen Habermas, *Après l'État-nation. Une nouvelle constellation politique*, Fayard, 2000, p. 52.
12. Pierre Manent, *la Raison des nations. Réflexions sur la démocratie en Europe*, Gallimard, 2006, p. 94.
13. Pierre Manent, *ibid.*, p. 96.
14. Rémi Brague, *Europe, la voie romaine*, Critérian, 1992 (nouvelle édition revue et augmentée, Gallimard, 1999, p. 142-170).
15. Allan Bloom, *l'Âme désarmée. Essai sur le déclin de la culture générale*, Julliard, 1987, p. 39.
16. Thérèse Delpech, *l'Ensaucement. Le retour de la barbarie au XXI^e siècle*, Grasset, 2005, p. 110.
17. Rémi Brague, *op. cit.*, p. 240.

■ Jean-Thomas Lesueur est délégué général de l'Institut Thomas More (Bruxelles-Paris).